
le Japon 110 millions. Les exportations américaines représentaient environ 100 milliards de dollars, celles du Japon quelque 55 milliards, celles de la R.F.A. environ 90 milliards et celles de la C.E. dans son ensemble, quelque 300 milliards. Entre 1950 et 1975, la part américaine du commerce mondial est passée de 15,3 à 11,1 pour cent, alors que la part des exportations dans son P.N.B. est passée de 3,5 à 7,7 pour cent ; c'est-à-dire qu'alors même que leur prépondérance commerciale diminuait, les États-Unis devenaient de plus en plus tributaires du commerce. Au chapitre des importations, le phénomène le plus visible depuis 1973 est évidemment la vulnérabilité américaine devant l'incertitude des approvisionnements et des cours pétroliers.

Mais il se produisait également un déplacement d'influence entre l'Ouest et d'autres régions du monde. La puissance militaire soviétique était relativement beaucoup plus grande qu'elle ne l'avait été, notamment dans le domaine nucléaire. Le différend sino-soviétique empirait alors même que la Chine commençait à jouer un rôle plus actif sur la scène mondiale. L'O.P.E.P. venait de montrer sa force, et le transfert subit de richesses aux pays pétroliers, notamment à quelques pays excédentaires comme l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis, n'avait eu, historiquement, d'équivalent que l'acquisition massive d'or par l'Espagne au 16^e siècle. Il s'est élevé des craintes, plus ou moins fondées, que les producteurs de matières premières ne recourent plus souvent à " l'arme des produits de base ". La crise pétrolière, ainsi que d'autres facteurs dont la crainte d'une telle " arme ", incitèrent les dirigeants occidentaux à reconnaître la nécessité de prendre plus au sérieux les questions Nord-Sud. D'ailleurs, la Conférence sur la coopération économique internationale, qui réunissait 27 pays développés et en voie de développement, s'ouvrit à Paris une semaine après la tenue du premier Sommet.

Les dirigeants des principales puissances économiques occidentales se sentirent par conséquent obligés de se consulter, d'essayer de travailler en plus étroite collaboration et, en outre, de mettre en évidence cette consultation et cette collaboration. Par ailleurs, ils prirent bien soin de faire savoir clairement qu'ils n'établissaient pas une nouvelle institution. Ils voulaient justement — et voilà le point fondamental — trouver un moyen de passer outre aux bureaucraties nationales et internationales.

Il se peut qu'une analyse séquentielle des six sommets économiques donne une fausse impression de continuité ou de progression d'un sommet à l'autre. Il s'en dégage bien un schéma évolutif, mais je devrais souligner que les dirigeants n'avaient pas initialement prévu tenir toute une série de sommets.

Rambouillet

La manière d'aborder les problèmes à Rambouillet, très spécifique et fondée sur une analyse classique de la situation économique, visait en gros le court terme. Mais ce Sommet réussit avant tout à effectuer un rapprochement entre la France et les États-Unis sur les questions monétaires. C'est ainsi que le Comité intérimaire du F.M.I. put parvenir en janvier 1976 à une entente sur de nouveaux articles des Statuts du Fonds, jetant notamment la base juridique de nouveaux régimes de change (par exemple à taux fixes ou flottants) et réclamant des consultations et des échanges plus fréquents sur les questions monétaires. D'autres articles convenus en janvier 1976 traitaient du rôle de l'or, des quotes-parts et de la liquidité internationale. De plus, un
